



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## vaccinations

Question écrite n° 94245

### Texte de la question

M. Lucien Degauchy \* appelle l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur l'obligation toujours en vigueur, malgré son dénigrement depuis plus de trente ans, de la vaccination généralisée obligatoire avant l'entrée en collectivité, c'est-à-dire la vaccination BCG. Le 16 décembre 2005, le Conseil national de la pédiatrie a rappelé son opposition au maintien de la vaccination généralisée obligatoire. Le BCG demeure de façon incontestable une vaccination non seulement inutile mais aussi dangereuse et provoque une ostéite chez un nombre important de vaccinés. La suppression de l'obligation de cette vaccination au BCG serait une mesure sanitaire pour les vaccinés à venir et une mesure d'économie pour le budget de la nation. Dès lors, il lui demande s'il ne serait pas souhaitable d'envisager la suppression de cette obligation.

### Texte de la réponse

La vaccination généralisée des enfants avant leur entrée en collectivité permet aujourd'hui d'éviter 800 cas de tuberculose chaque année, dont au moins seize cas de formes graves (comme les méningites). Ce résultat est obtenu grâce à une couverture vaccinale actuelle à 95 % des enfants de six ans. Depuis la suppression du vaccin Monovax, qui s'administrait au moyen d'une bague par multipuncture, la vaccination contre la tuberculose se pratique désormais par injection intradermique, pratique qui prévaut dans tous les autres pays européens. L'injection intradermique rend effectivement la vaccination, notamment des enfants en bas âge, un peu plus contraignante et comporte un risque légèrement plus important de réaction locale cutanée. Le directeur général de la santé a saisi le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) afin qu'il lui indique les modalités de mise en oeuvre des nouvelles recommandations issues du travail de la Commission d'audition publique sur la vaccination BCG. Sous la présidence de la Société française de santé publique, cette commission, composée de dix-neuf membres d'horizon divers, a émis des recommandations en faveur de la suppression de l'obligation vaccinale. Elle préconise de cibler les vaccinations et propose des critères prenant en compte les niveaux de risques d'exposition de la population au bacille de Koch. En Guyane, l'obligation de vaccination serait maintenue. Dès lors que le Conseil d'hygiène publique de France se sera prononcé, ces recommandations seront intégrées dans la stratégie d'actions prioritaires contre la tuberculose que le ministère de la santé et des solidarités publiera au cours du premier trimestre de l'année 2007.

### Données clés

**Auteur :** [M. Lucien Degauchy](#)

**Circonscription :** Oise (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 94245

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** santé et solidarités

**Ministère attributaire :** santé et solidarités

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 mai 2006, page 5095

**Réponse publiée le** : 30 janvier 2007, page 1124